

La situation du Covid-19 au Maroc

15.04.2020 | La situation du Covid-19 au Maroc

Dans cette première chronique des #ChroCoVies – les chroniques du FORIM en temps de Coronavirus : focus sur les initiatives des organisations issues des migrations au Maroc, interview du grand témoin : le chercheur Mehdi Alioua et trois organisations apportent leur contribution : Associations des Marocains de France, IDD – Immigration Développement Démocratie, Migrations & Développement.

1. **Le Maroc, un pays riche et pauvre à la fois où les inégalités restent fortes** Le Maroc est un pays de 35,2 millions d'habitants (2018, Haut Commissariat au Plan, HCP), dont 63% habitent dans le milieu urbain. 35% des emplois sont occupés dans la branche de l'agriculture, forêt et pêche. Entre 75 et 89% des emplois au Maroc se trouvent dans le secteur dit « informel » (2016, Organisation Internationale du Travail). Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a classé le Maroc à la 121^{ème} place (sur 189) pour son indice de développement humain en 2019. Malgré des évolutions reconnues par les Nations Unies, le Maroc connaît un retard important dans son développement. De plus, cet indicateur cache des inégalités importantes, notamment sociales, de genre et des disparités territoriales fortes. En particulier le Rif et ses périphéries et la grande périphérie de Marrakech. Le système de santé au Maroc reste encore fragile et est un véritable défi pour le pays. Le Maroc a une faible densité de

médecin, moins de 7 médecins pour 10.000 habitants. Un effort est réalisé dans la formation du personnel de médecine pour améliorer ce chiffre. Et une loi a permis la mise en place d'un régime d'assistance médicale (RAMED) pour les plus démunis. Pour réduire ces inégalités, la diaspora marocaine joue un rôle important. Les transferts de fonds des MRE (Marocains Résidents à l'Étranger) sont estimés à 65 milliards de dirhams en 2018 (6.3 Mds d'Euros) dont 35% en provenance de France (Office des changes du Maroc). La diaspora marocaine est importante, elle correspond à 11 % de la population totale avec 5 millions de MRE, dont plus de 1 million en France. Le Maroc est aussi depuis une dizaine d'années un pays d'installation pour quelques 84.000 étrangers (dont 65% sont originaire d'Afrique subsaharienne).

Situation du Covid au Maroc

L'État d'urgence a été proclamé relativement tôt. Le Maroc prend très au sérieux l'épidémie et a pris des mesures rapidement : état d'urgence, déplacements encadrés, suspension de tous les vols internationaux, ports fermés (excepté pour les marchandises). Un comité de pilotage à la surveillance de l'épidémie et à la prise de décision a été mis en place par le gouvernement (constitué du ministère de la Santé, de la Gendarmerie royale, des services de la médecine militaire, du ministère de l'Intérieur ou encore de la Protection civile). Tous les grands rassemblements et événements sont annulés ou reportés (exemple du 15ème Salon de l'agriculture du 14 au 19 avril). Depuis le 20 mars, le confinement est mis en place dans tout le pays. Depuis le 7 avril, le port du masque est obligatoire. Des industries du Maroc se sont reconverties dans leur production. Et il est vendu à 7 centimes d'euros, un prix dérisoire pour démocratiser son utilisation. Aussi, le pays se lance sur la fabrication de respirateurs artificiels, ainsi que sur le réaménagement de halls d'exposition en hôpital de campagne. Deux mesures sociales importantes ont été prises au Maroc : une dotation de 10 milliards de dirhams pour la mise à niveau du système de santé au Maroc (infrastructure et urgences en lien avec l'épidémie) et une aide de subsistance financières aux plus démunis (les bénéficiaires du RAMED et

les autres populations travaillant dans l'informel). Mais cela suffira-t-il ? Comment réagit la population marocaine face à cette épidémie ? Et quelles sont les apports de la diaspora dans cette crise ?

2. Les initiatives citoyennes de la diaspora et des associations marocaines

Dans le monde rural marocain, la vie s'organise sous confinement, la solidarité aussi, qui mobilise la diaspora Saadia mène depuis 11 ans des actions de solidarité avec son village d'origine dans l'Atlas marocain, à travers une association créée en France : *« Avant le confinement au Maroc, les gens du village m'ont appelé pour demander de mes nouvelles. Quand les villageois ont senti que le Maroc pouvait être concerné, ils m'ont sollicité pour avoir des explications. Depuis, je suis en lien quotidien avec les habitants de mon village. Les jeunes veillent sur le confinement des habitants.*

Pour le travail dans les champs, les femmes partent travailler 2 par 2, les unes le matin, les autres l'après-midi. [Une bonne partie des hommes est partie à Casablanca, Marrakech ou Agadir pour travailler] Ils s'occupent de l'approvisionnement car le souk hebdomadaire a été fermé. Un commerçant en fruits et légumes monte une fois par semaine au village. Une personne par maison vient acheter légumes et fruits. Les jeunes ont demandé à ceux du village qui sont partis travailler à Agadir ou à Casablanca de ne pas revenir au village de peur qu'ils ramènent avec eux le virus. » Zaïna, originaire d'un village dans l'Atlas marocain, est professeur à Paris : « Dans les six hameaux de mon village, une grande partie de la population a peu de moyens et dépend de l'argent transféré par les émigrés, en majorité de l'intérieur (Casablanca, Agadir). Cette année est une année de sécheresse. Cela renforce la précarité des familles qui font face avec courage et pudeur à la menace du coronavirus, au confinement, et au renchérissement du coût de

la vie en raison de la fermeture du souk « bon marché ». En plus, on a un retour massif des journaliers fuyant les villes sans indemnités ni épargne et revenant au village, privant les villageois d'une aide financière vitale, et augmentant les besoins essentiels. J'ai mis en place une chaîne pour alimenter une cagnotte par la solidarité de mon entourage amical et professionnel. Mon représentant sur place que je connais personnellement et dont je me porte garante répartira équitablement les produits aux familles les plus démunies selon leur taille respective. Je m'engage solennellement à suivre la gestion de la cagnotte et à en rendre compte aux généreux donateurs. »

A Taliouine les jeunes organisent la solidarité. Les jeunes du Forum Initiatives Jeunesse (FIJ), ont organisé une collecte auprès des familles dans tous les quartiers de la petite ville de Taliouine (Province de Taroudant), là où se situe le souk chaque lundi, sur la route nationale d'Agadir à Ouarzazate. Le souk est fermé depuis les mesures de confinement prises par les autorités. L'Association Algou et l'Association des jeunes d'Imgoun (Commune de Tassousfi) ont collecté auprès des habitants et des migrants, respectivement 30.000 DH (près de 2.800 €) et 23.000 DH (près de 2.200 €) pour confectionner régulièrement des « paniers » de nourriture pour les distribuer aux familles pauvres de leurs villages. D'autres associations se coordonnent avec les autorités et les commerçants pour apporter les approvisionnements jusqu'aux villages et organisent les achats et distribution en respectant les règles de distance sociale. Ces actions valorisent le rôle des Associations villageoises qui étaient nées il y a 30 ans pour mener des actions de construction d'infrastructures collectives au niveau villageois (électrification[1], adduction d'eau potable, irrigation, retenues collinaires...) avec le soutien des migrants du village. Avec le ralentissement des actions au niveau villageois, les Associations villageoises ont perdu de leur importance. La situation présente les remobilise sur des enjeux de solidarité, en lien le plus souvent avec les migrants (de l'intérieur et à l'international) issus de leur

village. **Un travail auprès des plus démunis et des femmes et des enfants en particuliers** L'Association des Marocains de France (AMF) a lancé un appel d'urgence de fond auprès de son réseau pour soutenir les populations les plus démunies au Maroc, tout particulièrement les femmes seules et les enfants. En France, les violences sexuelles ont fortement augmenté pendant le confinement. De ce fait, l'AMF s'est centrée sur la réalisation de spots vidéos d'appel à la solidarité et à la vigilance envers les femmes et les enfants, victimes de violence. **La fabrication des masques Beni Mellal, une question de survie** Pour Ahmed Ouarab, président de l'association MCDA, membre d'Immigration, Développement, Démocratie (IDD), le Maroc est actuellement en phase de confinement, mais l'étape suivante va en être la sortie, car les populations vont avoir besoin de manger et de travailler. Et pour cela, il faut des masques. Tout est parti d'un partenariat qui existe depuis plusieurs mois entre MCDA à Mulhouse, l'association italienne Sunschine4Palestine à Rome et deux universités, celle de Bethléem en Palestine et celle de Beni Mellal au Maroc. L'idée est de monter un *FabLab* et plus encore un réseau de laboratoire de fabrication méditerranéen. L'objectif est de lutter contre la pauvreté et les inégalités par un levier important qu'est l'éducation. Les 4 partenaires travaillent à la formation de jeunes étudiantes marocaines en thèse en sciences physiques. Elles ont appris l'assemblage, l'utilisation et la réparation d'imprimantes 3D afin de travailler à la vulgarisation scientifique locale dans leur pays et pour développer des projets indépendants et innovants. Depuis l'épidémie du coronavirus au Maroc, le *FabLab* pourrait être le lieu de création de masques avec écran plastique. L'association MCDA, en lien avec une coopérative de femmes *Khmissasanad* présidée par Amina Majdi et l'association maindepaix sociale présidé par Hassan Agermousse à Oulad Mbarek, qui disposent de locaux équipés de machines de couture et de couturières organisent aussi la fabrication de masques en tissu. MCDA demande des autorisations au gouverneur de Beni Mellal afin de permettre aux femmes la mise en place

de masques en tissu, tout en fabriquant les masques en plastique. L'idée est ensuite de pouvoir en distribuer au sein des hôpitaux mais aussi auprès de la population. L'association, négocie à distance avec les autorités publiques les autorisations de sortie et de travail des femmes de la coopérative tout en tenant compte des mesures d'hygiène et de sécurité. L'association négocie avec les fournisseurs de matériaux de masque (tissus, plexiglass, etc.), que ce soit en France ou à Casablanca au Maroc. Pour MCDA, l'idée est de fédérer ce réseau d'acteurs associatifs autour de la thématique du COVID à travers les actions suivantes : sensibilisation des populations au respect des consignes sanitaires, conception et fabrication de masques, distribution de masques et de vivres.



Les Figuiguis, la solidarité ici et là-bas

Pour La FAF, le Forum des Amis de Figuig (membre d'IDD), les associations de Figuig France s'organisent. Ici, pour accompagner des Marocain.e.s de la diaspora qui décèdent, afin de les enterrer dans un carré musulman en France, car depuis l'épidémie, le rapatriement des corps est interdit. Plusieurs associations de Figuig en France font de la collecte d'argent pour venir en aide aussi aux sans-abris, aux sans-papiers et

aux personnes seules en France. La solidarité s'organise aussi à Figuig. Une forte mobilisation se met en place avec les partenaires des Associations de Figuig en France et au-delà. Par exemple, la société civile à Figuig organise une sensibilisation à l'importance du confinement et accompagne des distributions alimentaires.



3. Le grand témoin : Mehdi Alioua



Sociologue, Professeur Associé en Sociologie à l'Université Internationale de Rabat, Directeur pédagogique de Sciences Po Rabat, Titulaire de la Chaire Migrations, Mobilités, Cosmopolitisme, Rédacteur en chef de la revue Afrique(s) en Mouvement, Coordinateur Maroc du LMI Movidia (IRD)

Propos recueillis par Chadia ARAB (FORIM)

Qu'en est-t-il des mesures prises par le Maroc dans le cadre de l'épidémie ?

Le Maroc a pu bénéficier des expériences des autres pays face à l'évolution de la pandémie puisqu'il a détecté des cas bien plus tard qu'en Europe. Sa proximité avec l'Europe et, surtout, les circulations incessantes de ses ressortissant.e.s y résidant, a, selon moi, permis une mise en place préventive de lutte contre les effets de la pandémie, que cela soit d'abord au niveau sanitaire et épidémiologique ou que ce soit maintenant au niveau économique et social. Il y a eu d'abord la fermeture des écoles et des universités, l'annulation des évènements sportifs et culturels, l'interdiction des

rassemblements de plus de 50 personnes sauf pour les moussem (fête traditionnelle et religieuse), l'interdiction des réunions publiques, conférences et autres manifestations avec des personnes venant de l'étranger, Marocain.e.s ou non.

Puis, cela ne suffisant pas, il y a eu la fermeture des mosquées, des cafés, restaurants et bars, la fermeture des salons de coiffure et esthétique, des hammams. Mais, malheureusement, cette stratégie de lutte préventive contre les effets du Covid-19 n'a pas permis d'empêcher la diffusion sur tout le territoire des infections à ce virus. Le Maroc a donc pris la décision de fermer les frontières, puis de décréter un état d'urgence sanitaire prenant effet le 20 mars et s'arrêtant le 20 avril avec le décret-loi 2.20.292 pour restreindre au maximum les déplacements et encourager au confinement. Les Marocain.e.s n'ont plus le droit de sortir sans autorisation et les déplacements inter-villes ne sont permis qu'aux déplacements essentiels à la vie économique et à la lutte contre la pandémie (principalement pour les approvisionnements). Afin de lutter aussi contre les effets économiques et sociaux, pendant le temps même des mesures de prévention progressives tel que je les ai sommairement décrites, le Maroc a mis en place un Fonds spécial où toutes les fortunes (ou presque) du pays ont contribué, notamment le Roi lui-même, atteignant aujourd'hui près de 3 milliards d'euros, ce qui pour un pays comme le Maroc est impressionnant.

Vous évoquez dans vos articles un confinement à plusieurs vitesses, qu'est-ce que vous entendez par là ?

D'abord, de manière générale, j'essaie simplement d'expliquer que le confinement généralisée à domicile ainsi que la

distanciation sociale sont deux concepts ineptes et impossibles à réaliser ! Pour qu'une société fonctionne il faut bien qu'il y ait des catégories professionnelles qui non seulement ne soient pas confinées mais en plus aillent au contact... Au minimum, les forces de l'ordre, les personnels soignants, les personnels de ménage et d'hygiène, les personnels de l'alimentaire et de sa distribution, les personnels des transports, des télécoms, de l'eau et l'électricité. Sans parler de tout un ensemble d'autres métiers que le soi-disant confinement généralisé à domicile n'a pas empêché de continuer et qui font que ces travailleu.ses.rs prennent quotidiennement les transports en commun. Partout dans le monde confiné, les cadres « télétravaillent » (quel concept bizarre là aussi) mais pas les ouvri.ères.ers ! Au Maroc, c'est aussi la même chose mais c'est encore plus compliqué parce qu'il y a plus de 70% de la population active qui travaillent sans contrat de travail, ni protections sociales, ni cotisations, ni droits ! Tou.te.s ne sont pas pauvres, mais très rarement aisé.e.s et ne pourront pas faire de grandes provisions. Elles et ils ne tiendront pas longtemps sans revenus. Pire, une grande partie de travailleu.ses.rs de ce qu'on appelle très maladroitement « l'économie informelle », alors qu'elle est en réalité très formelle socialement, très inscrites dans les habitudes et les normes sociales, sinon elle ne fonctionnerait pas, ne vivent qu'au jour le jour et n'ont pas de revenu fixe. Et parmi cette catégorie, il y a une sous-catégorie que j'ai nommé économie de la circulation et de la débrouille. C'est une économie d'entre-pauvres qui est essentiellement basée sur les mobilités : les mobilité des personnes qui en multipliant les contacts gagnent un peu d'argent, circulation entre les personnes permettant de connecter des marchés de toutes sortes, mobilité des marchandises et des personnes pour les porter, circulation de l'argent qui changent de main en main tellement rapidement qu'il y a une sommes considérables de familles qui vivent en une journée sur un seul billet de 20 dhs (d'ailleurs ce sont les billets les plus abîmés, parce que

les plus utilisés). Arrêter les déplacements, c'est tuer cette économie de la circulation et de la débrouille. Arrêter la vie sociale dans les rues et les marchés, c'est tuer cette forme particulière d'économie d'entre-pauvres.

L'Etat en est conscient, me semble-t-il, et a mis en place un système de dédommagement pour ces populations allant de 800 dhs à 1200 dhs selon le nombre de personnes à charge dans une famille, grâce au Fonds spécial dont j'ai parlé plus haut. Le problème reste l'identification des personnes, car beaucoup échappent aux registres déjà existants. De fait, au Maroc, lorsqu'on regarde les quartiers populaires des grandes villes, la vie sociale est assez forte les matinées et puis s'arrêtent progressivement les après-midi pour être totalement stoppées à partir de 18h dans une sorte de couvre-feu qui ne dit pas son nom. C'est donc en réalité un confinement à géométrie variable dans le temps et dans l'espace que nous vivons au Maroc.

Quelle est la situation des migrant.e.s face à cette épidémie au Maroc ?

Alors, il y a plusieurs catégories de personnes migrantes au Maroc, catégories sociales, nationales mais aussi raciales, c'est-à-dire racialisées. Ce n'est pas la même chose d'être un professeur de nationalité française dans un lycée de la mission française et une femme burkinabé qui réside sans autorisation administrative et fait des ménages au jour le jour, moins payée encore que les salaires, déjà de misère, qu'obtiennent les Marocaines faisant le même métier. Pour être clair, dans les villes de Casablanca et Rabat cela commence à 100 dhs la journée de ménage pour les Marocaines et cela peut descendre jusqu'à 70 dhs. Pour les personnes migrantes originaires des pays d'Afrique subsaharienne, c'est-à-dire,

noire de peau, cela commence au mieux à 60 dhs la journée !

Et puis, il y a aussi des populations migrantes qui n'ont même pas accès à ces métiers de sous-prolétaires... qui ne vivent que d'aide alimentaire et de charité. Ce sont les vulnérables parmi les vulnérables ! Sans domicile et sans aucune forme de revenus, elles et ils vivent souvent à proximité des frontières européennes et de ses enclaves coloniales de Sebta et Melilla. Là, comme un peu partout sur le territoire national, les autorités ont fait arrêter les distributions d'aides et les maraudes afin de limiter la propagation du virus Covid-19. Mais la faim se fait sentir. J'ai des témoignages terribles de personnes qui n'ont rien mangé depuis 3 jours ! Et nous sommes impuissant.e.s face à cette situation. Les personnes non ressortissantes qui ont bénéficié des campagnes de régularisation et qui ont pu s'inscrire sur le registre du Ramed (régime d'assistance médicale pour les Marocain.e.s qui n'ont aucune couverture médicale parce que travaillant sans contrat de travail qui a été ouvert aux personnes migrant.e.s ayant les mêmes conditions socio-économiques que les Marocain.e.s) vont en principe recevoir l'aide promis au « secteur informel » comme on le nomme ici. Mais les autres ? Que va-t-il advenir des autres ? Comment aider ces populations sans aller au contact ? C'est là toute la limite de cette stratégie de confinement.

[1] L'association Migrations & Développement (M&D) s'est construite dans le années 90 autour de ces petits équipement collectifs villageois soutenues par les migrants du village présents en France.

Chronique rédigée par : Chadia Arab, Abderrahmane Benkerroum, Souad Frikech, Ahmed Ouarab, Jacques Ould Aoudia.

Source

: <https://blogs.mediapart.fr/forim/blog/150420/la-situation-du-covid-19-au-maroc>